




3 1761 11764750 3



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117647503>



Canada
Law Reform Commission
of Canada

[Pamphlets]
[P-1]

FAMILY PROPERTY— HIS OR HERS?

CAI J 80

CAI J 80
-75F16

-75F16

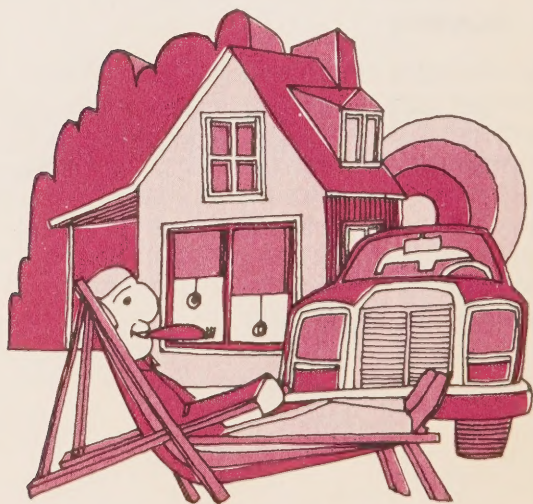


what's the problem?

During a marriage, many families purchase a home, a car and furniture. Which partner owns the property isn't considered important and very little consideration is given to whether something is "his" or "hers".

When a Canadian couple has children, many families have adopted a pattern where the husband works to provide money and the wife cares for the children and home. While more and more wives work outside the family home nowadays, they often do so on an irregular basis because of the demands that child care and housekeeping place on them. The work that a husband performs is done for wages while the wife, when she stays home, is usually unpaid.

The law of most provinces and territories say that property accumulated during marriage is owned by the spouse who paid for it. During a happy marriage this fact



has been viewed as unimportant, but for those marriages that end in divorce, the partner who has not "worked" will have no claim to the property acquired. One partner can be denied a right to the family car, home or furniture even though working hard, in an unpaid position, throughout the marriage. The Commission would like to see this changed.

what can be done?

The law can provide for the property acquired during a marriage to be shared. This would mean that neither partner would be deprived of the property acquired during marriage if it must end in divorce.





how can we do this?

The Commission sees three ways that this could be done. Each is fairly simple but all will require reform by all our governments and courts. Many provinces are moving in this direction and your support for these proposals can help make the system more fair.

The first way provides that property bought during the marriage will belong to both spouses equally. This is called “common ownership” and would mean that during a marriage, it doesn’t matter who pays — the property belongs to both.

The second way provides for ownership by the spouse who paid for the property but requires an equal sharing of the property at the time of divorce.

The third approach doesn’t have “fixed rules”, but instead requires the judge, at divorce, to divide the property between the spouses in a way that’s fair and equitable.

Each system has advantages and disadvantages but we think each to be a just reform of the law.

what can you do?

Give it a thought and discuss the matter with relatives, friends and others in your community.

Law Reform Commission of Canada,
130 Albert Street, 8th Floor,
Ottawa, Ontario.
K1A 0L6





Commission de réforme du droit
du Canada

LES BIENS DES ÉPOUX — À LUI OU À ELLE?



le problème

Au cours de leur vie conjugale, nombreux sont les époux qui font l'achat d'une maison, d'une automobile, d'un mobilier. Il importe peu à l'un ou à l'autre des conjoints de savoir lequel d'entre eux est le propriétaire des biens; que ceux-ci soient à lui ou à elle.

Si le couple a des enfants, les conjoints adoptent habituellement un mode de vie suivant lequel le mari occupe un emploi rémunérateur afin de subvenir aux besoins de la famille alors que l'épouse demeure au foyer pour élever les enfants et entretenir la maison. Bien qu'aujourd'hui un nombre croissant d'épouses travaillent à l'extérieur de la résidence familiale, elles occupent souvent des emplois à temps partiel en raison des exigences que leur imposent leurs rôles de mère et de ménagère. Alors que le mari reçoit un salaire pour le travail qu'il accomplit, l'épouse, demeurant à la maison, ne reçoit généralement aucune rémunération.



Le droit en vigueur dans la plupart des provinces et territoires du pays prévoit que les biens acquis durant le mariage appartiennent à l'époux qui les a payés. Ceci importe peu lorsque la vie conjugale s'avère harmonieuse à souhait, mais lorsque le bien matrimonial est dissous par un divorce le conjoint qui n'a pas travaillé à l'extérieur du foyer ne peut prétendre à la propriété des biens acquis durant le mariage.

Ainsi, un époux ayant trimé dur, même sans rémunération, pendant toute la durée du mariage, pourra se voir refuser tout droit à l'automobile familiale, la maison ou les meubles. La Commission croit que cet état de choses doit disparaître.

la solution

La loi pourrait prévoir le partage équitable des biens acquis durant la vie conjugale. Ainsi, advenant un divorce, aucun des partenaires ne se verrait privé de ses droits de propriété sur les biens acquis durant le mariage.





les moyens

Pour atteindre cet objectif, la Commission reconnaît trois méthodes. Quoiqu'elles soient simples, leur mise en oeuvre nécessiterait des réformes au niveau des divers gouvernements et tribunaux du pays. D'ailleurs, plusieurs provinces sont en voie d'accomplir ces transformations, et votre appui contribuera à établir un système plus équitable.

La première méthode prévoit que les époux seront propriétaires à part égale des biens acquis durant le mariage. C'est ce qu'on appelle la "propriété conjointe": peu importe celui qui a payé durant le mariage, les biens appartiennent aux deux époux.

Suivant la deuxième méthode, l'époux acquéreur est le propriétaire des biens acquis; toutefois, advenant un divorce, ceux-ci seront partagés également entre les époux.

La troisième méthode ne comporterait aucune règle fixe. Il incomberait au juge d'établir, d'une manière juste et équitable, le partage des biens entre les époux.

Les trois méthodes offrent des avantages et des inconvénients, mais chacune, à notre avis, constituerait une réforme équitable de la loi actuelle.

et vous?

Pensez-y et parlez-en avec les gens de votre milieu, vos parents et vos amis.

Commission de réforme du droit du Canada
130, rue Albert, 8ième étage
Ottawa, Ontario
K1A 0L6



